

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE**

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE AUTORISANT LA SOCIÉTÉ « SARL B2C », SISE 68 RUE DU PERE LABAT – 97100 BASSE-TERRE, REPRESENTÉE PAR MONSIEUR MAGRAS, À OCCUPER TROIS (03) PLACES DE STATIONNEMENT, AFIN DE RÉALISER LES TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA TOITURE DE L'IMMEUBLE DE MADAME DULICE MAGUY SITUÉE AU N°26 RUE DU DOCTEUR CABRE A BASSE-TERRE, A PARTIR DU MARDI 01 AVRIL 2025 JUSQU'AU SAMEDI 10 MAI 2025, DE 07 HEURES 00 A 17 HEURES 00.

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L-2211-1, L 2212-1 et suivants ;

Vu le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la Délibération n° 75/2022 du Conseil Municipal du 20 Décembre 2022 relative à la tarification pour l'occupation du domaine public communal ;

Considérant la demande formulée et arrivée par mail le 19 Mars 2025, par laquelle la Société « **SARL B2C** », sise 68 rue du Docteur CABRE – 97100 BASSE-TERRE, **sollicite un arrêté municipal autorisant l'occupation de trois (03) places de stationnement**, en vue de réaliser des travaux de rénovation de la toiture de l'immeuble de Madame DULICE Maguy, située au 26 rue du Docteur CABRE à Basse-Terre, **à partir du Mardi 01 Avril 2025 jusqu'au Samedi 10 Mai 2025, de 07 heures 00 à 17 heures 00.**

ARRÊTÉ

ARTICLE 1ER : autorise la Société « **SARL B2C** », à occuper trois (03) places de stationnement au 26 rue du Docteur CABRE, à Basse-Terre, afin de réaliser des travaux de rénovation de la toiture de l'immeuble de Madame DULICE Maguy, située au 26 rue du Docteur CABRE à Basse-Terre, à partir du **Mardi 01 Avril 2025 jusqu'au Samedi 10 Mai 2025, de 07 heures 00 à 17 heures 00.**

En contrepartie de l'occupation, le bénéficiaire devra s'acquitter d'une redevance définie comme suit : 11m² x 03 places x 2€ x 40 jrs soit un montant de **DEUX MILLE SIX CENT QUARANTE EUROS (2 640.00 €)** relatif aux taxes afférentes au droit d'usage du domaine public, payable à la Régie Centrale de l'Hôtel de Ville aux Horaires de Réception ci-après :

LUNDI 08h00 / 11h15 et 13h45 / 15h00

MARDI – JEUDI 08h00 / 15h00

MERCREDI – VENDREDI 08h00 / 11h45

ARTICLE 2 : La Société « **SARL B2C** » devra prendre toutes les mesures afin d'éviter que ne soient troublés l'ordre et la tranquillité publique. Il devra aussi prendre toutes les mesures afin d'assurer la protection et la sécurité des Biens et des Personnes (Barrières, rubalises, matérialisés, zones interdites et zones autorisées au public, etc. ...)

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter, de son affichage et/ou sa publication.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Secrétaire Général de la Ville de Basse-Terre ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de SAINT-CLAUDE.

Basse-Terre, le 01 AVR. 2025

*Certifié exécutoire compte tenu
de sa notification, le 01 AVR. 2025
de son affichage et/ou sa publication, le 01 AVR. 2025
Fait à Basse-Terre, le 01 AVR. 2025*

P/Le Maire André ATALLAH
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA

P/Le Maire André ATALLAH
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA